



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

03 septembre 2015

Alstom : les prédateurs sont à l'œuvre, il faut les empêcher

Dans les nombreux articles que nous avons publiés en 2014 (avril, juin, décembre), nous avons fait état des dangers de la fusion Alstom–Général Electric.

– **Danger économique** que représente la fusion d'une entreprise qui tient un rôle important dans la fabrication de moyens de production dans l'énergie, dans l'entretien de ces moyens de production et dans les transports ferroviaires.

– **Danger social** : les fusions- acquisitions ne sont utiles que pour augmenter les profits des multinationales. Elles se traduisent toujours par de la casse sociale, licenciements, fermetures de sites, remise en cause des acquis, aggravation des conditions de travail. Alstom est sous le feu d'une nouvelle restructuration contrairement aux illusions créées par le gouvernement socialiste et les centrales syndicales complaisantes.

Le ministre de l'époque, Montebourg avait rejeté l'idée d'une fusion en faisant état d'un « partenariat », d'une « alliance » avec General Electric qui allait assurer la pérennité de l'entreprise.

« La garantie de cette pérennité est assurée par l'État en entrant au capital du nouveau groupe à hauteur de 20 % » avait-il déclaré. Ce discours bien rôdé a été utilisé à maintes reprises (Peugeot, Renault, Air France, Arcelor etc.), on connaît le résultat : des dizaines de milliers de licenciements ont eu lieu...

En clair le gouvernement utilise des fonds publics pour aider les multinationales à supprimer des emplois, c'est une politique constante.

Au mois de mai, Général-Electric annonçait 3 milliards « d'économies » en supprimant les « synergies » (doubles productions, services, etc.).

On sait ce que signifie le mot « économies » dans la bouche des actionnaires d'une multinationale.

Les prévisions font état de 10 300 licenciements dans le groupe dont 2000 en France.

Le gouvernement comme à son habitude se déclare « vigilant », on sait ce que cela veut dire.

Comme chez Renault, Peugeot, Air-France, Arcelor-Mittal et bien d'autres, il va tout faire pour accompagner les exigences de General Electric.

Il n'y a qu'une solution pour stopper la multinationale : engager la lutte unie, déterminée, tout de suite. Il n'y a pas d'autre voie.

Notre parti révolutionnaire Communistes propose de généraliser la lutte contre les multinationales, afin d'en chasser les actionnaires, prendre la maîtrise de moyens de productions et d'échanges sans aucun compromis avec le capital.

En quelque sorte, construire les bases du socialisme, seule perspective politique crédible.

Les prochaines élections régionales sont l'occasion pour en débattre partout.

Le 7 novembre à Paris, au cours d'une grande réunion publique, notre parti s'adressera à la classe ouvrière et au peuple pour développer cette proposition.

Inscrivez-vous, venez nombreux.